

N°32/CA du Répertoire

N° 2008-36/CA₂ du greffe

Arrêt du 22 mars 2012

Affaire : THEOPHILE AHOUANDJINOU
C/
RECEVEUR GENERAL DES
FINANCES ET DU TRESOR

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 04 mars 2008, enregistrée au greffe de la Cour le 13 mars 2008 sous numéro 212/GCS par laquelle Théophile AHOUANDJINOU, agent du trésor, secrétaire à l'info et presse du syndicat national des agents de la trésorerie du Bénin (SNATB), 01 BP 1300 CAD Cotonou, a introduit un recours en annulation contre la décision de mutation de son poste, du receveur général des finances et du trésor ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'avocat général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n°0088/GCS du 02 février 2009, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au greffe de la Cour la somme de quinze mille (15 000) francs et lui rappelant les termes de l'article 6 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les

formations juridictionnelles de la Cour suprême ; que la mise en demeure est restée sans suite ;

Considérant que la loi n°2004 du 17 août 2007 prescrit à son article 6, alinéa 1^{er} ;

« Le demandeur est tenu, sous peine de déchéance, de consigner au greffe de la Cour une somme de quinze mille (15 000) francs dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure qui lui sera faite par lettre recommandée ou notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai » .

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il y a lieu de le déclarer déchu de son action et de mettre les frais à sa charge ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Monsieur Théophile AHOUANDJINO est déchu de son action ;

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant ;

Article 6 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la chambre administrative,

PRESIDENT;

Josephine OKRY-LAWIN }
et
Victor D. ADOSSOU }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi vingt-deux mars deux mille douze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :



Raoul Hector OUENDO,

MINISTERE PUBLIC ;


Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Le greffier,



Grégoire ALAYE

Hortense LOGOSSOU-MAHMA

